

POLITIQUE**La préparation****MM. Robert Fabre, Georges Marchais et François Mitterrand**

Soucieux de répondre aux attaques de la majorité, qui juge irréaliste et ruineux leur programme commun de gouvernement, MM. Robert Fabre, président du Mouvement des radicaux de gauche, Georges Marchais, secrétaire général du parti communiste, et François Mitterrand, premier

secrétaire du parti socialiste, ont voulu expliquer lundi 22 janvier, à l'occasion d'une conférence de presse, comment seraient financées les dépenses nouvelles prévues. Entourés de leurs spécialistes des questions économiques et sociales, les dirigeants des partis de gauche ont cependant éprouvé

quelques difficultés à se faire comprendre. M. Marchais parlant en « année moyenne » et M. Mitterrand s'attachant au financement de la première année de mise en application.

Si la gauche a un programme, elle n'a pas encore trouvé l'équivalent de M. Giscard d'E-

taing, c'est-à-dire un homme politique capable de citer des chiffres sans trébucher.

A l'occasion de leur conférence de presse, les dirigeants des partis de gauche sont revenus sur certains problèmes politiques. Ils ont réaffirmé leur souci de voir les institutions appliquées, mais

En ouvrant la conférence de presse décidée par le comité permanent de liaison mis en place entre le Mouvement des radicaux de gauche, le parti communiste et le parti socialiste, M. Georges Marchais, secrétaire général du P.C.F., a lu une déclaration commune des dirigeants des trois formations. Dans ce texte MM. Fabre, Marchais et Mitterrand, indiquent notamment :

« Grâce à tous ceux qui ont contribué à faire connaître à l'opinion, le programme commun est devenu une donnée fondamentale de la vie politique française. C'est autour de lui que tourne le grand débat que les Français et les Francas seront appelés à trancher en mars prochain.

Les dirigeants et les partis de la majorité actuelle ont constamment évité que ce débat décisif se déroule dans les conditions démocratiques dignes d'un peuple comme le nôtre. Ils pratiquent l'insulte personnelle à l'égard des responsables de la gauche ou l'attaque grossière, comme celle qui consiste à comparer le pro-

gramme commun à Mein Kampf. Ils se livrent à d'incessantes falsifications, prétendant, par exemple, que la gauche veut bureaucratise l'économie alors que les nationalisations sont conçues dans le programme commun dans une perspective de gestion à la fois démocratique et efficace, ou que la gauche veut détruire la liberté de l'enseignement alors que le programme commun déclare que l'éducation nationale respectera rigoureusement toutes les croyances, toutes les options philosophiques.

Inquiète cependant de l'audience recueillie dans toutes les catégories de la population par les dispositions du programme commun, la coalition au pouvoir n'hésite pas à en reprendre certaines à son compte, comme l'a fait le premier ministre dans son discours de Provins. Le caractère démagogique des promesses soudainement prodiguées par les partis de la majorité actuelle apparaît d'autant plus nettement qu'elles correspondent toutes à des propositions de la gauche

que ces partis ont systématiquement repoussées au cours de la dernière législature.

La gauche a une autre conception du débat politique. Le choix qui est proposé aux Français et aux Francas est simple : ou bien le maintien au pouvoir d'une majorité usée par les scandales et la continuation — avec l'appoint des pseudo-réformateurs — d'une politique fondée sur la loi du grand capital; ou bien la constitution d'une majorité nouvelle décidée à réaliser, comme les signataires du programme commun en renouvelant solennellement l'engagement devant le pays, les changements sociaux, économiques et politiques voulus par le peuple. »

Parmi les objectifs prévus par le programme commun, la déclaration rappelle en particulier qu'un gouvernement de gauche réaliseraient dès son arrivée au pouvoir : « Le salaire minimum à 1 000 francs, la réduction de la durée du travail, l'amélioration du sort des personnes

âgées, l'allègement de la fiscalité pesant sur la population laborieuse, la mise en œuvre d'une politique de logement social, l'extension des droits des travailleurs dans les entreprises, le remboursement à 80 % des frais médicaux. »

Les moyens existent pour réaliser ces changements, expliquent les dirigeants de la gauche. Le programme commun ne prévoit aucune mesure dont le financement ne puisse être assuré. Une nouvelle politique économique, s'appuyant sur le secteur public étendu par les nouvelles nationalisations et sur la planification démocratique, permettra une croissance plus rapide et une meilleure répartition des fruits du travail des Français. Elle mettra fin au gaspillage des ressources nationales et aux priviléges exorbitants des grosses sociétés : elle combattrait réellement l'inflation et la spéculation. La profonde cohérence des mesures économiques et sociales que le programme commun préconise répond de l'aptitude des trois

partis signataires à assumer efficacement la gestion des affaires du pays si le suffrage universel leur en confie le mandat.

Le parti socialiste, le Mouvement des radicaux de gauche et le parti communiste français entendent réaliser ces changements avec le concours des Francas et des Francas, dans l'ordre et la liberté. Les conditions sont désormais réunies pour y parvenir. Un effort exceptionnel doit être accompli dans les prochaines semaines pour rassembler la majorité de notre peuple autour du programme commun. »

MM. Fabre, Marchais et Mitterrand ont ensuite, en réponse aux questions des journalistes, indiqué que le financement du programme commun avait fait l'objet d'études minutieuses au sein de chacune des trois formations et que les résultats étaient concordants. M. Mitterrand a expliqué notamment :

« La production intérieure brute est d'environ 1 000 milliards. Le budget de l'Etat est de 200 mil-

liards. Le budget social et des collectivités locales est également de 200 milliards.

La première année, les dépenses sociales du programme se situeraient, selon nous, aux alentours de 35 à 38 milliards.

Dans l'état de nos connaissances, nous estimons que la part de ces dépenses qui serait fournie par le budget de l'Etat représenterait environ 15 milliards.

Qu'est-ce que cela représente au niveau de l'Etat, 15 milliards ? 7,5 % du budget. Vous retrouvez des années où les variations internes du budget ont atteint 10 %, c'est donc dans un ordre normal de ces dépenses qui seraient fournies par le budget de l'Etat.

Est-ce que les entreprises peuvent absorber ces charges nouvelles ? Je vous donne une référence. En 1968, le gouvernement de M. Pompidou a concédé en une nuit 12 milliards 1968, soit une somme équivalente.

Une rapide progression des dépenses

(Suite de la première page.)

Pour ne parler que du financement, on se rappelle qu'au cours de la préparation du VI^e Plan, des experts affirmaient gravement qu'il risquait de manquer 10 milliards pour financer l'industrialisation, proportion qui a autant de sens que celle qui consisterait à dire : « J'irai demain toucher mon chèque, car je sais qu'aujourd'hui ma banque n'a plus d'argent ! » La question n'est donc pas, comme le sait très bien le premier secrétaire du parti socialiste, d'aligner des chiffres en valeur absolue et de se livrer sur une échelle beaucoup plus grande aux calculs contestables faits chaque année par M. Valéry Giscard d'Estaing, qui compte sur les recettes de l'inflation pour équilibrer son budget. Quoi qu'il en soit, les chiffres qui nous ont été annoncés à l'occasion de la conférence de presse nous fournissent quelques intéressantes indications.

Très forte progression des dépenses

La première indication est la très forte progressivité des dépenses prévues. C'est ainsi que la première année de la législature, l'ensemble des dépenses sociales nouvelles (retraites, prestations familiales, équipements collectifs, éducation nationale, etc.) coûterait près d'une vingtaine de milliards de francs en 1972 : 16 au budget de l'Etat et 5 au budget de la Sécurité sociale. M. Mitterrand a raison de faire remarquer que ces sommes ne sont pas exorbitantes : on a déjà vu dans le passé le budget de l'Etat varier d'un pourcentage plus important, de l'ordre de 7,5 % en une année, alors qu'il n'est proposé ici que de l'accroissement de 4,5 %.

Le budget de l'Etat atteint actuellement quelque 200 milliards. C'est donc à une très forte progression que nous invitent les responsables de la gauche, sans compter le fait que les crédits publics augmenteraient normalement dans un grand nombre de postes pour lesquels il n'est pas prévu de mesures particulières dans le programme commun.

Au cours de la législature qui s'achève, le total du budget de l'Etat est passé de 142,8 milliards en 1968 à 198,4 milliards en 1972, soit un accroissement en quatre ans de 33 % environ. L'application du programme commun ferait passer ce pourcentage au moins à 50 % au cours de la prochaine législature. Il arrive que les dépenses publiques d'un grand pays augmentent par sauts. C'est ainsi que de 1968 à 1972 le total des dépenses économiques et sociales de l'Etat fédéral américain et des Etats et municipalités s'est gonflé de 63 %.

MM. François Mitterrand, Georges Marchais et Robert Fabre n'ont pas manqué une occasion de faire remarquer que plusieurs des mesures qu'ils préconisent sont désormais reprises par la majorité, argument développé souvent depuis le discours de Provins prononcé par le premier ministre. Selon l'expression employée en privé par le premier secrétaire du parti socialiste, il existe désormais entre la majorité et l'opposition un « fonds commun » de propositions. Si l'on ne peut reprocher aux responsables de la gauche d'en proposer beaucoup en surabondance, on remarque que leur programme consiste non seulement à proposer des dépenses mais, dans plusieurs domaines, à supprimer en fait les freins souvent du reste déjà très fragiles qui existent actuellement pour ralentir la formidable poussée des dépenses sociales, phénomène peut-être le plus menaçant pour l'économie française au cours des prochaines années. C'est ainsi, pour prendre un exemple parmi d'autres, que les experts de la gauche ont chiffré à environ 3,7 milliards de francs l'incidence de la suppression du ticket modérateur. Cette évaluation apparaît très modérée, même si l'on tient compte des économies que devrait apporter la réduction du nombre des « spécialités pharmaceutiques » et la réglementation de la publicité des médicaments. Mais là n'est pas la véritable question. La question est de savoir s'il est avisé de supprimer une des rares dispositions propres à amener un peu plus de modération dans les dépenses pharmaceutiques et de renoncer à faire jouer, pour éviter le déséquilibre croissant des dépenses sociales, un certain nombre de mécanismes qui consistent non pas à s'appuyer, comme on le dit, sur les prétextes lois aveugles du marché mais sur les réflexes de responsabilité des consommateurs eux-mêmes.

Un faible impôt sur le capital

Les auteurs du programme de la gauche annoncent qu'en 1978 il sera financé à concurrence de quelque 44 milliards par des recettes fiscales nouvelles et par des économies, ces dernières ayant été chiffrées à environ 12 milliards (réduction de dépenses militaires, de subventions directes ou indirectes aux entreprises, meilleure gestion du budget, et baisse déjà mentionnée du prix des médicaments). En ce qui concerne les recettes nouvelles, 15 milliards proviendraient d'une amélioration de l'assiette de l'impôt sur les bénéfices. Quant à l'impôt sur le capital, que la gauche envisage de lever, il rapporterait 5,3 milliards, chiffre bien précis au regard de l'imprécision du projet. Il s'agirait d'instituer une taxe « plus proche de 0,5 % que de 1 % », aux dires des experts du parti socialiste, sur le patrimoine des sociétés et des gens fortunés, étant entendu que le taux serait « modulé » et plus élevé sur les terrains à bâtir. L'impôt envisagé est qualifié de « statique », son principal intérêt étant d'obliger à une déclaration des fortunes (et, en ce qui concerne la propriété immobilière, à augmenter l'offre de terrains à bâtir). L'allourdissement de l'impôt sur les successions (pour les parts supérieures à 300 000 F) rapporterait 1 milliard en 1978, tandis que la suppression de l'avoir fiscal se traduirait par une plus-value fiscale de 2,8 milliards.

A côté des dépenses nouvelles pesant sur les budgets publics et para-publics, le programme de la gauche conduirait à un allourdissement des charges des entreprises. Cependant, contrairement à une ana-

lyse keynesienne superficielle, ce n'est pas la consommation qui est le moteur de l'expansion mais l'effort d'investissement, lui-même conditionné par la capacité d'épargne globale de l'économie. Sans doute ne suffit-il pas de rassurer les petits actionnaires pour amener la formation d'une épargne suffisante. Pour MM. François Mitterrand et Georges Marchais, le programme de la gauche n'apporte pas de mutation radicale dans l'économie française, et, par conséquent, aucun de ses rôles profonds ne serait en réalité brisé. Pour M. François Mitterrand, si les entreprises peuvent répercuter l'accroissement des dépenses salariales sur leurs prix ? Le résultat final est sans doute de diminuer la part relative des ressources réelles affectées à l'équipement du pays et, en affaiblissant la monnaie, d'obliger finalement les Français à travailler davantage pour acheter la même quantité de biens et de services à l'étranger. Certes, les « événements de 1968 » n'ont pas porté atteinte à l'expansion, bien au contraire, mais depuis lors, par suite de la dévaluation du franc et de la réévaluation du deutschmark, le pouvoir d'achat des Allemands s'est amélioré de quelque 30 % par rapport à celui des Français !

La question

On en revient ainsi à la question fondamentale : l'avènement de la gauche serait-il de nature à maintenir la marche d'une économie qui se développe dans un cadre capitaliste ?

C'est le pari que font les responsables de la gauche, M. Georges Marchais en tête. Le secrétaire général du parti communiste a énuméré quatre facteurs qui, selon lui, devraient permettre à l'économie française de connaître, la gauche étant au pouvoir, un taux d'expansion supérieur à celui qu'elle connaît actuellement : 1) Il serait possible — comment et pourquoi ? — de réintroduire dans le circuit de production quelque 1 500 000 personnes (les chômeurs actuels, les femmes, les jeunes en quête d'emploi) ; 2) La réduction des cadences devrait amener une amélioration de la productivité du travail, ce qui est certainement au moins en partie vrai ; 3) La capacité de production de l'économie française n'est actuellement employée qu'à 80 %. C'est comme si, a dit M. Marchais, une usine sur cinq était fermée. En réalité, le pourcentage d'utilisation est déjà fort élevé et sans doute M. Marchais, s'il venait au pouvoir, s'apercevrait qu'il est difficile de faire marcher une économie industrielle au plein de sa capacité sans créer d'insupportables tensions, surtout si l'on veut en même temps ralentir quelque peu le rythme du travail ; 4) Enfin, la meilleure participation des travailleurs donnerait à ceux-ci en quelque sorte le cœur à l'œuvre pour augmenter leur productivité. On songe aux appels de M. Maurice Thorez au lendemain de la guerre. « Les ouvriers travailleraient davantage s'ils avaient un gouvernement dans lequel ils ont confiance », a dit M. Marchais. Toute l'expérience industrielle semble prouver qu'en réalité c'est d'autres facteurs qui déterminent le haut rendement : existence d'un climat social favorable, organisation adéquate du travail, etc.

● CHARENTE-MARITIME. — Troisième circ. (Saint-Jean-d'Angély). M. Jacques Garnier, secrétaire parlementaire du groupe de la Gauche démocratique au Sénat, a annoncé son intention d'être candidat sous l'étiquette « Radical de gauche », contre le député sortant, M. André Brugerolle, C.D.P., investi par la majorité. M. Garnier se déclare prêt à retirer sa candidature « si un opposant de poids se manifeste rapidement », et souhaite « reconstituer une majorité de centre gauche qui existe dans cette zone et n'a jamais eu l'occasion de s'exprimer ». ● HAUTS-DE-SEINE. — 7^e circ. (Nanterre, Suresnes). M. Marcel Le Tessier, que nous avions cité, dans le Monde daté du 19 janvier, parmi les cinquante candidats du Front progressiste (constitué par les jeunes gaullistes de gauche du Front des Jeunes progressistes) nous prie de faire savoir qu'il n'appartient pas à cette formation mais à l'Union travailliste, et qu'à ce titre il est candidat « pour changer le visage de la majorité ». Il n'est pas favorable à l'opposition, à laquelle le F.J.P. a récemment déclaré appartenir « résolument ».

● MEURTHE-ET-MOSSELLE. — Deuxième circ. (Nancy-Ouest). M. William Jacson, député sortant U.D.R., qui avait renoncé à se présenter aux prochaines législatives pour raisons de santé, a rendu public lundi 22 janvier son intention de poser sa candidature, s'estimant « parfaitement rétabli maintenant », et « pour répondre au vœu largement exprimé, de ses amis ». La majorité a investi dans cette circonscription M. Claude Coulaud, républicain indépendant, avec lequel M. Jacson déclare souhaiter « une émulation fraterno dans un combat commun » au premier tour, et, au second, « un accord de désistement réciproque en faveur du mieux placé ».

● SOMME. — Dans la deuxième circonscription (Corbie, Montdidier), après la mort accidentelle, le 27 décembre, d'Henri Dissez, candidat du

sion à la nationalisation possible des entreprises occupant plus de quatre-vingt mille salariés. M. Marchais a, devant les journalistes, fait une belle profession de foi dans le capitalisme d'Etat : « Nous voulons que les entreprises nationalisées fassent des bénéfices et cela pour trois raisons : pour leur permettre de satisfaire les revendications du personnel, pour investir et pour payer les impôts. »

Voilà qui semble montrer les limites des propos que tiennent les responsables de l'union de la gauche sur la nécessité de tourner le dos à la logique du profit. La logique du profit est peut-être en l'occurrence la logique tout court. Voilà aussi de quoi confondre ceux qui, un peu inconsidérément, réclament à tort et à travers le remplacement de la notion de « saine gestion financière » par celle de « service public ». Il reste que le programme de M. Marchais apparaît bien difficile à réaliser. La nationalisation est rarement apparue la meilleure méthode pour améliorer le rendement des entreprises. Et comment les entreprises nationales pourraient-elles être durablement bénéficiaires si par ailleurs on leur demande d'être partout et toujours à l'avant-garde du progrès social.

PAUL FABRA.

D'une circonscription à l'autre

Mouvement réformateur, chef du cabinet de M. Jean Lecaut, le comité de liaison départemental du Mouvement réformateur a désigné M. Jean-Pierre Prévost, ancien conseiller municipal d'Amiens, qui avait été candidat M.R.P. dans la première circonscription (Amiens) en 1958 et 1962. D'autre part, M. Daniel Amson éditeur de Combat, avocat à la Cour, se présente comme « gaulliste de gauche adversaire de la majorité » (tenance Louis Vallon). Le député sortant est M. Jean-Louis Massoubre, U.D.R., qui se représente.

Dans la quatrième circonscription (Abbeville), dont le député sortant est M. Max Lejeune, ancien ministre, exclu du parti socialiste pour avoir refusé l'alliance avec le P.C., la majorité a accordé son investiture à M. Alain Ravennes, U.D.R., délégué général du Mouvement de l'Europe, qui préside M. Georges Gorse, ancien ministre. Le candidat précédemment désigné, M. Michel Marteau, avait renoncé à se présenter.

le journal mensuel de documentation politique

après-demain

(non vendu dans les kiosques)

Offre un dossier complet sur :
le rôle du DÉPUTÉ

Envoyez 4 francs (timbres ou chèque) à APRES-DEMAIN, 27, rue Jean-Dolent, Paris (14^e), C.C.P. 7.715-57, en spécifiant le titre du dossier demandé ou 24 F pour l'abonnement annuel (40 % d'économie), qui donne droit à l'envoi gratuit de ce N°

SOYEZ EXIGEANT LISEZ
■
FRANCE NOUVELLE
■
C'EST L'HEBDOMADAIRE POLITIQUE DU PCF
Cette semaine (N° 1419)
Bon sens et changement
Francette LAZARD
Raisons de plus pour voter communiste
Yvonne QUILES
DEMAIN, LE SAVOIR, LA SCIENCE, LA CULTURE
Guy HERMIER, Jack HALITE, Maurice PERCHE,
Paul DUPRE, Maurice VIDAL, François HINKER
La tournée d'inspection de Djibouti
Jacques VARIN
A qui sert la littérature ?
Jean THIBAUDEAU
EN VENTE DES MARDI, LE N° 3 F

exposent le financement du programme commun

font toujours confiance à M. Pompidou sur ce point. Le premier secrétaire du parti socialiste a toutefois profité de la proposition du ministre de l'économie et des finances tendant à créer un « statut de l'opposition » pour faire remarquer que, même au sein de la majorité, on se posait

des questions sur le fonctionnement du régime.

Le premier secrétaire du parti socialiste, qui occupait le centre de la tribune, a nettement donné l'impression que c'était lui qui animait la coalition des trois partis de gauche. Il a même pu associer en souriant « dogmatisme » et « commu-

» Enfin, 5 milliards seraient pris en charge par le budget social. »

M. Georges Marchais, pour sa part, a donné des précisions sur les dépenses sociales. Des confusions étaient intervenues pendant la conférence de presse, les trois formations ont publié, lundi en fin d'après-midi, un communiqué pour faire le point et confirmer leurs évaluations. Elles expliquent :

« Les dépenses sociales nouvelles (retraites, prestations sociales, équipements collectifs, éducation nationale...) coûteront environ 100 milliards en 1978 aux budgets de l'Etat, de la Sécurité sociale et des collectivités locales (sans augmentation des impôts locaux). »

» Soit 20 milliards la première année (15 pour l'Etat, 5 pour la Sécurité sociale) ou 40 milliards en année moyenne (1975-1976). »

» Ces dépenses seront notamment financées par :

— Des économies, entre autres,

sur les dépenses militaires, sur les subventions directes et indirectes aux entreprises, sur les prix des produits pharmaceutiques ;

— Des recettes fiscales nettes nouvelles ;

— Une croissance supérieure de l'économie et une nouvelle répartition des résultats de la crois-

sance. Indépendamment des dépenses précédentes, certaines dépenses (salaire à 1 000 F., réduction de la durée du travail...) seront à la charge des entreprises pour un montant évalué à la première année à 15 milliards (le financement de ces 15 milliards sera trouvé dans le cadre global des mesures prévues dans le programme commun assurant l'équilibre financier des entreprises et le développement de la production).

» Soit au total 35 milliards pour la première année pour financer l'ensemble des mesures sociales du programme commun. »

Durant la conférence de presse,

M. Marchais a d'autre part indiqué qu'il jugeait nécessaire de porter l'accroissement de la production à un taux de 8 %. Pour atteindre ce résultat, le secrétaire général du P.C.F. compte sur une augmentation du nombre des travailleurs (il estime qu'un million cinq cent mille personnes ne peuvent actuellement prendre place dans la production), sur une utilisation complète de l'appareil de production (qui ne tourne qu'à 80 % de ses possibilités, a-t-il noté) et sur la suppression des « gaspillages ».

Interrogés sur la gestion des entreprises nationalisées, les dirigeants de la gauche ont répondu, par la voix de M. Marchais, qui a affirmé que « la nationalisation ne sera pas l'étatisation ». Le secrétaire général du P.C.F. a précisé en outre :

« Ce qui doit être clair, c'est que les entreprises nationalisées feront des bénéfices, à la fois pour

assurer les investissements nécessaires, enfin pour payer leurs impôts. »

» Par conséquent, il n'est pas question pour nous d'agir de telle

façon que l'entreprise nationale serait déficitaire. Si c'est le cas maintenant, c'est parce que les entreprises nationales sont pilées par les grands monopoles. »

Le fonctionnement des institutions

n'est pas satisfaisant

Un certain nombre de questions ont permis aux dirigeants du P.S., du P.O.F. et des radicaux de gauche d'aborder d'autres sujets que le financement de leur programme. Revenant sur le problème des institutions. Le premier secrétaire du parti socialiste a indiqué : « Le président de la République aura à choisir le premier ministre après les élections. C'est son rôle et il n'est pas contesté. Nous pensons simplement quant à nous que le premier ministre doit être choisi dans le cadre de la volonté exprimée par le suffrage universel. »

A propos de l'alliance entre socialistes et communistes, M. Mit-

terrard a noté : « Notre intérêt n'est pas de nous entredéchirer, laissant ainsi le pouvoir aux conservateurs, mais de travailler ensemble pour le plus grand bien des Français. Nous avons mis de côté nos différences de vues sur tel ou tel aspect du développement du socialisme en Europe. Au terme de notre contrat, le programme commun de gouvernement, nous reprendrons la discussion. En tout état de cause, quel que soit le résultat des élections, le parti socialiste n'entend pas tourner le dos à sa stratégie universelle. »

Auparavant, M. Mitterrand avait été amené à expliquer l'exis-

tence de partis communistes puissants en France et en Italie. Selon le premier secrétaire du P.S., ce développement des P.C. a tenu à des causes inhérentes à la nature et au tempérament latins. « Une certaine propension au dogmatisme est très conciliable avec la formation catholique », a-t-il noté, en opposant ainsi l'Europe catholique et latine à l'Europe protestante.

Enfin, MM. Marchais et Mitterrand, interrogés sur l'idée d'un « statut de l'opposition » qui a été proposé par M. Valéry Giscard d'Estaing, ont répondu en critiquant le sort réservé actuellement à l'opposition, en particulier en ce qui concerne les informations diffusées par l'O.R.T.F. M. Mitterrand a souligné : « Pendant quatorze ans, on a tenu l'opposition en exil, on l'a éloignée de l'information. Par sa proposition, M. Giscard d'Estaing a reconnu que le fonctionnement démocratique des institutions n'est pas assuré. »

« LA NATION » : une lamentable exhibition.

Le journal gaulliste *la Nation* du 23 janvier commente, sous le titre « Le cauchemar des Marx Brothers à propos du coût du programme commun », la conférence de presse de lundi après-midi, et écrit notamment :

« Ceux qui pouvaient encore se faire quelque illusion sur le « sérieux » du catalogue doivent déchanter. Hormis quelques chiffres, vagues mais énormes, et qui ne correspondent pas à ceux qui avaient été prudemment avancés en ballons d'essai par l'Humanité ou l'Unité, c'est le néant ou la contradiction. »

» MM. Marchais et Mitterrand avaient pourtant soigneusement préparé leur coup. Ils l'ont reconnu : pressés par la majorité, qui a immédiatement chiffré ses propositions, la « délégation permanente de l'Union de la gauche » s'était réunie pour harmoniser les chiffres lancés ici et là. »

» Résultat peu probant, si l'on en juge par l'extraordinaire confusion qui en résulte. Confusion qui a amené les journalistes à relever eux-mêmes, publiquement, au cours de la conférence, les contradictions sur la ventilation des charges nouvelles. On a même vu M. Mitterrand se concerter avec son compère à la tribune et aller jusqu'à lui passer ses notes, pour que M. Marchais ait l'air de retomber sur ses pieds et mette un terme à cette lamentable exhibition. »

A RTL.

M. PONIATOWSKI : les projets de la majorité sont comparables avec « la progression annuelle du budget ».

M. Michel Poniatowski, secrétaire général des républicains indépendants, a commenté lundi soir 22 janvier, au micro de RTL, les précisions données dans l'après-midi par MM. Fabre, Mitterrand et Marchais, sur le coût et le financement du programme commun de la gauche unie.

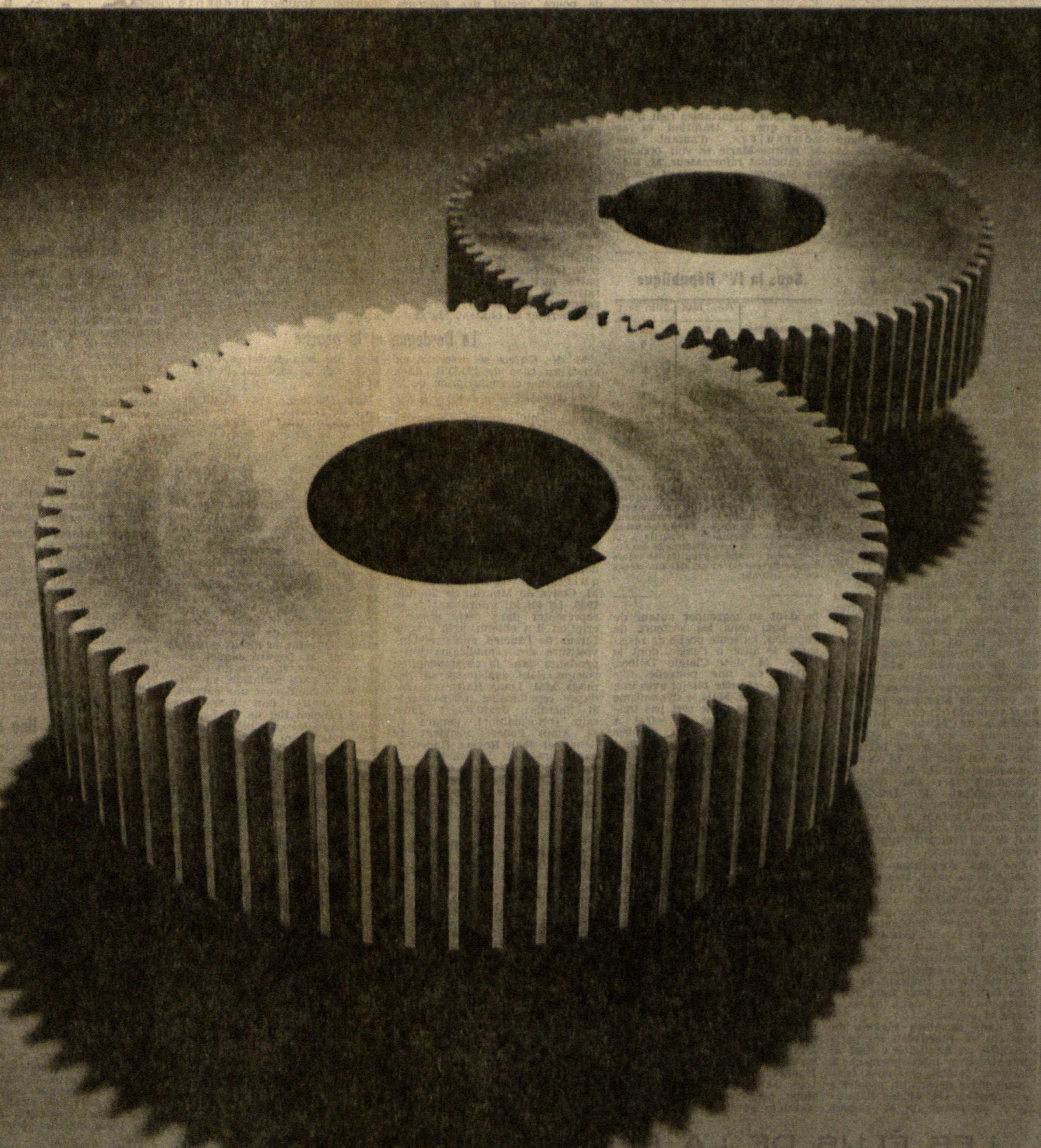
Contestant l'efficacité des moyens de financement pronés par les trois secrétaires généraux, M. Poniatowski a notamment déclaré : « On nous dit : cette importante somme, nous allons l'emprunter sur le marché financier ; or il est impossible d'emprunter une telle somme quand on sait que le marché financier ne produit chaque année que 30 milliards de francs, et c'est un marché financier qui sera en état de panique. »

Le député du Val-d'Oise s'est ensuite attaché à démontrer que le financement des projets de la majorité était, selon lui, comparable avec « la progression annuelle du budget », puisque ces projets correspondent à des dépenses nouvelles de 12 à 13 milliards par an.

A propos de l'équilibre budgétaire, le secrétaire général des républicains indépendants a, en outre, précisé :

« Un déficit budgétaire qui représente moins de 2 % du budget ne contribue pratiquement pas à l'inflation monétaire ; ce qui contribue le plus à l'évolution dans ce domaine, c'est une spirale entre les salaires, les prix et les masses de crédit mises à la disposition des entreprises et jetées dans l'économie. »

• **ERRATUM.** — Une erreur de transmission nous a fait écrire dans le compte rendu des déclarations faites à Lyon par M. François Mitterrand (*le Monde* du 23 janvier) : « Il ne faut pas tomber dans le malthusianisme et la théorie de la croissance isolee... » Il fallait lire « croissance zéro ».



L'Usine Nouvelle ?
C'est aussi le premier hebdomadaire industriel français.

L'Usine Nouvelle est le 1er hebdomadaire industriel multisectoriel français. Multisectoriel ? Un mot bien compliqué pour dire quelque chose de très simple. Multisectoriel, cela signifie que nous n'avons pas de spécialité, ou plutôt que nous les avons toutes. Si nous nous

intéressons à l'invention d'un nouveau procédé de chromage ou au cours des matières premières, nous n'oublions pas pour autant la hausse des salaires ou la nouvelle législation sociale. Pour l'Usine Nouvelle, l'industrie c'est aussi tout ce qui l'entoure de près ou

de loin, l'économie, la politique, les hommes. Voilà. C'est comme ça que l'on est le 1er hebdomadaire industriel multisectoriel français.

L'USINE NOUVELLE

15 rue Bleue Paris 9

POLITIQUE**D'UNE RÉGION
A L'AUTRE**

A travers les siècles l'Aquitaine a certes dû affronter bien des conflits militaires, mais ses élites se sont le plus souvent distinguées par une politique faite de souplesse, de soumission, d'habileté et de « neutralisme ». L'Aquitaine n'est pas une terre d'idéologie et il est révélateur que la fin de la guerre de religion soit l'œuvre d'un de ses enfants : Henri IV, qui suivait l'exemple d'un autre Aquitain : Montaigne.

D'élection en élection, la région reste en retrait des grands mouvements d'opinion ; la modération tenant le haut du jeu à la prééminence de Bordeaux et de la Gironde et au poids d'un Pays basque dominé par un catholicisme qui commence lentement à évoluer. La Dordogne, les Landes et le Lot-et-Garonne ont, en revanche, marqué souvent leur sympathie pour une gauche socialiste ou radicale, voire communiste, qui trouve à s'appuyer sur de nombreux petits agriculteurs.

L'occupation a cristallisé cette coupure entre les deux Aquitanies, et le passé pétainiste de Bordeaux est encore aujourd'hui un sujet tabou. Mais petit à petit les plaies se sont refermées, tout comme l'éventail politique. A la libération, les communistes avaient fait d'importants progrès : aujourd'hui — et en raison notamment

L'ambition de Jacques Chaban-Delmas

Pour le prochain scrutin, l'ambition de M. Jacques Chaban-Delmas est d'être élu dès le premier tour (comme en 1968, et comme en septembre 1970 face à M. Servan-Schreiber) afin d'affirmer son fauves de 1967, année où il avait trahi le fait d'une candidature socialiste, celle de M. Gabriel Taix. Cet ancien membre de la Convention des institutions républicaines a aujourd'hui rompu avec ses amis politiques.

Ainsi, à un peu moins de six semaines du scrutin, le candidat socialiste contre l'ancien premier ministre n'est toujours pas désigné. Après de multiples hésitations, M. Roland Dumas, ancien député de la Corrèze, s'est finalement récusé. Cette situation n'est pas sans provoquer l'étonnement amusé des meilleurs politiques d'Aquitaine. Il est vrai que les relations entre le parti socialiste et M. Chaban-Delmas ont toujours été d'une ambiguïté calculée : le maire de Bordeaux n'a pas oublié son passé radical.

En 1968, lors du découpage des circonscriptions, M. Chaban-Delmas s'est fait « ciseleur » un secteur réservé (2^e circ., Bordeaux III et IV) tout comme il a doté René Cassagne, le chef de file de la S.F.I.O. dans la région, d'une zone sans problème (4^e circ., Bordeaux VII, Carbon-Blanc, Crémone). L'héritage de René Cassagne, mort en novembre 1968, est aujourd'hui allé à trois socialistes selon de véritables lots préalablement établis : la mairie de Cenon à l'un, la vice-présidence de la communauté urbaine à l'autre, la députation enfin au suppléant de René Cassagne, M. Philippe Madrelle, qui doit retrouver son siège.

Mais là où la « complicité » entre M. Chaban-Delmas et les élus de l'opposition atteint des sommets c'est dans des circonscriptions comme celles de Talence (3^e circ.), de Mérignac (6^e circ.) ou d'Arcachon (7^e circ.). Le maire socialiste de Talence, M. Henri Deschamps, qui avait été élu député en 1967, a été battu en 1968 de 306 voix par M. Jacques Grondieu, U.D.R. Réélu triomphalement lors des dernières « municipales », M. Deschamps devrait retrouver sans problème son siège d'autant qu'il met un soin touchant à faire disparaître tout ce qui pourrait rappeler son étiquette politique.

Les élus socialistes sont en effet pris au piège, très efficace, de la communauté urbaine M. Chaban-Delmas, malgré la passion de ses amis politiques, leur a réservé plusieurs vice-présidences et sait leur faire accorder les crédits nécessaires. Aussi les socialistes ont-ils voté jusqu'ici le budget de la communauté et se trouvent-ils ensuite fort gênés pour faire campagne contre le maire de Bordeaux et ses amis.

Si dans certaines régions on constate un renouveau du parti socialiste, en Aquitaine il faut se contenter d'un rajeunissement. A Mérignac, le P.S. se trouve également placé devant un problème de succession. M. Michel Sainte-Marie, suppléant de M. Robert

XIII. — L'AQUITAINE : royaume de la modération

Par THIERRY PFISTER

du mode de scrutin — Ils n'ont plus un seul député, ayant en particulier perdu en 1968 la deuxième circonscription du Lot-et-Garonne (Marmande), qu'ils avaient acquise en 1962 et conservée en 1967.

La démocratie chrétienne, à l'exception de succès dans le Pays basque, n'a pas trouvé sur ces terres profondément déchristianisées un terrain propice. Le combat se réduit donc à un duel entre gaullisme et socialisme.

L'antagonisme des étiquettes se retrouve peu, cependant, au niveau du « personnel » politique. Plus nettement encore qu'ailleurs la vie politique d'Aquitaine est régie par des règles locales qui n'ont qu'un rapport lointain avec les décisions arrêtées au niveau national. La prééminence de Bordeaux se trouve symbolisée par le rôle de son maire, véritable suzerain d'un royaume qui connaît et respecte les règles du jeu. Si les vassaux doivent admettre la primauté du maître, ils peuvent en revanche compter sur l'aide et la protection de leur suzerain et cela indépendamment des frontières qui divisent les familles politiques.

Sous la IV^e République

	Nov. 1946	Juin 1951
Communistes...	8	2
Socialistes...	6	6
Radicaux et Centre gauche...	4	6
M.R.P.	8	4
Moderates	3	5
Gaullistes	—	8

Nous avons retenu les résultats des élections du 10 novembre 1946, qui reflétaient le « tripartisme » P.C., S.F.I.O. (socialistes) - M.R.P. (démocrates-chrétiens) de l'immédiat après-guerre, et les résultats des élections du 17 juin 1951, marquées par la forte poussée du mouvement gaulliste, le R.P.F. (Rassemblement du peuple français), et à l'occasion desquelles avaient été répartis à la représentation proportionnelle les six sièges des Pyrénées-Atlantiques (alors Basses-Pyrénées) et six des dix sièges de la Gironde.

pendant su regrouper autour de son nom tous les secteurs de l'opinion. La seule poche de résistance se situe à Pessac, dont le maire, M. Jean-Claude Dalbos, U.D.R., est une nouvelle fois candidat, et cette fois-ci avec une chance réelle. Mais le dynamisme de M. Dalbos ne le sert pas toujours. Il l'amène en effet à commettre un certain nombre d'excès de propagande, qui font sourire dans ce pays poudré. En outre, il agace le suzerain. Aussi l'élection du candidat de l'U.D.R. devra-t-elle être acquise non seulement contre le candidat socialiste mais aussi, dans une certaine mesure, contre M. Chaban-Delmas.

La situation à Arcachon est encore plus subtile puisque le maire de Bordeaux a obtenu que la majorité donne son investiture à un élu de l'opposition, M. Franck Cazenave, député P.D.M. sortant, qui se représente avec l'investiture des républicains indépendants et du Centre national des indépendants. Le C.N.I. est encore actif dans la région et a polarisé une partie de l'électorat qui supporte mal les formations « issues de la Résistance ». Il s'est rallié à M. Chaban-Delmas lors de la partie de 1970. On imagine que l'U.D.R. locale a vivement réagi, d'autant qu'en 1968 son candidat M. Robert Duchesne avait devancé au premier tour M. Cazenave de plus de mille cinq cents voix. Il avait fallu le retrait des candidats de

gauche pour que le représentant de la majorité soit battu. M. Chaban-Delmas, qui a déjà eu plusieurs fois maille à part avec les gaullistes d'Arcachon, jugés insuffisamment souple, a dû transiger, et une « primaire » opposera MM. Cazenave et Duchesne.

Clochemerie en Médoc

Officiellement cette primaire est la seule organisée par la majorité en Gironde, mais dans le Médoc (5^e circ.) M. Aymar Achille-Fould doit affronter la femme du sénateur républicain indépendant, M. Jean-François Pintat. Souvent floues, les frontières politiques disparaissent cette fois-ci totalement derrière des rivalités de type « Clochemerie ». M. Achille-Fould avait en 1967 et 1968 battu M. Pintat grâce, là encore, au retrait des candidats de gauche. Depuis lors, il a rallié la majorité avec le Centre Démocratie et Progrès, dont il est vice-président. Accusé d'avoir changé de cheval au milieu du gué, le député sortant ne peut plus compter sur le coup de pouce décisif des électeurs socialistes et communistes. La gauche lui oppose d'ailleurs un candidat sérieux en la personne de M. Raymond Julien, président de la fédération départementale du Mouvement des radicaux de gauche.

Concurrent sur sa gauche par un notable modéré, M. Achille-Fould a de surcroît le handicap de s'être brouillé avec ses pairs, les grands propriétaires viticoles. Le député sortant est en effet avant tout, dans la région, le propriétaire des crus du château Beychevelle. Or il est accusé d'avoir manqué de vigilance en laissant une raffinerie de pétrole s'installer en bordure des vignobles les plus précieux. Directement concerné, le baron Philippe de Rothschild ne décolère pas et, en privé, il ne fait pas mystère de la sympathie qu'il éprouve pour la famille M. Lagorce, qui est parti pour la Dordogne afin d'y venger M. Yves Guéna.

La Dordogne

M. des Garets se présente, en effet, au titre de l'U.D.R. dans la deuxième circonscription de la Dordogne (Bergerac), où il a rejoint une véritable cohorte de candidats qui aspirent à succéder au recteur Jean Capelle, P.D.M., déchu par la vanité de la fonction parlementaire. Il affronte en particulier dans une primaire M. Claude Guichard, député sortant de la première circonscription (Périgueux) qui l'avait élu en 1968 comme suppléant de M. Yves Guéna (U.D.R.), nommé ministre des postes et télécommunications. M. Guichard avait refusé de donner sa démission de député lorsque M. Guéna avait quitté le gouvernement de M. Couve de Murville le 20 juin 1968. La loi lui interdisant de se représenter dans cette circonscription il a obtenu, à la grande fureur de l'ancien ministre, l'investiture des républicains indépendants dans la circonscription voisine. Sont également sur les rangs MM. Louis Haltzeyer (Alliance républicaine indépendante et libérale), Jean-Pierre Jousset (réformateur), gendre de M. Alain Poher, président du Sénat, et Jean Royère (indépendant), président du Comité interprofessionnel des vins du Bergeracois. Cet épavillement devrait profiter à M. Louis Limont, maire socialiste de Bergerac et député de la circonscription de 1962 à

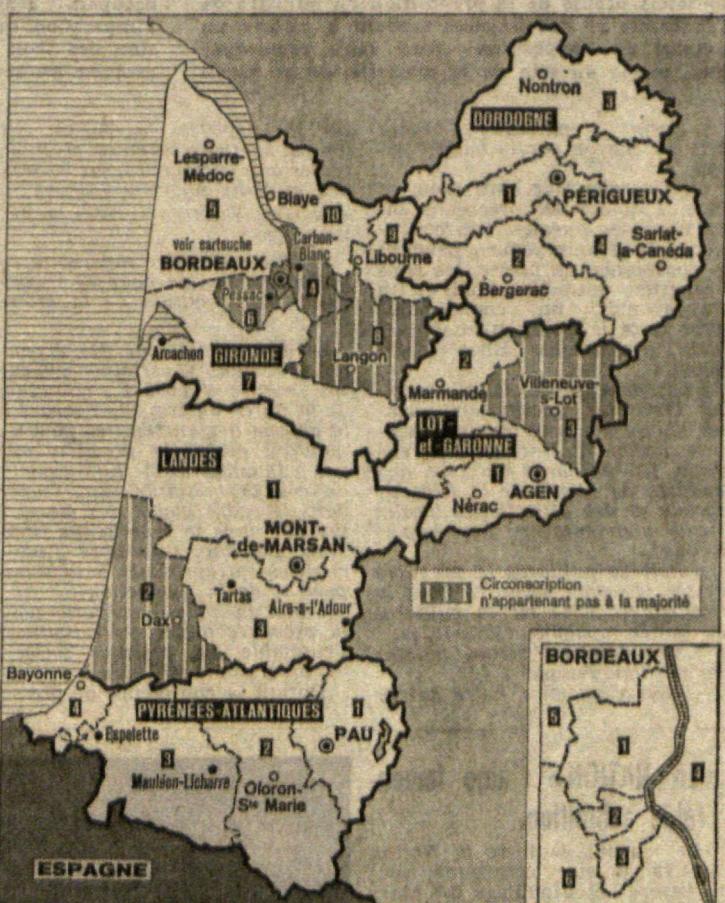
Comme si cela ne suffisait pas, un danger supplémentaire s'est profilé avec la candidature de Mme Denyse Pintat, femme du sénateur républicain indépendant. Avec toute la passion qu'une femme est capable de mettre dans un affrontement politique, surtout quand elle a pour but avoué de tout faire pour empêcher la réélection de son rival afin de laver on ne sait quel obscur affront, elle sillonne la circonscription. La bourgeoisie bordelaise attend d'ailleurs avec impatience la première réunion publique de M. Achille-Fould, en se promettant bien d'y venir en foule dans le secret espion que Mme Pintat sera la pour porter la contradiction.

Dans les autres circonscriptions du département la situation est plus conforme aux normes habituelles. Dans la première, M. Vallez devra contenir un candidat socialiste brillant, M. Lalumière, professeur à la Sorbonne. Dans la huitième (Langon) deux fonctionnaires de l'Assemblée nationale s'affrontent. M. Jean-Pierre Mévellec, maire de Caudrot, administrateur de l'Assemblée, défend les intérêts de la majorité contre le député socialiste sortant, M. Pierre Lagorce, ancien chef de division au Palais-Bourbon. Toujours présent comme menacé, M. Lagorce a pourtant été élu sans grandes difficultés en 1967 et 1968. Dans la dixième circonscription (Saint-Savin) M. Gérard Delaune, député U.D.R. sortant, devra sérieusement s'employer pour conserver le siège que M. Jacques Maugain, socialiste, lui avait ravi en 1967, avant de lui rendre en 1968. Sa tâche sera compliquée par la présence d'un candidat du Centre national des indépendants, M. Guirriec, hostile à la majorité. Enfin, à Libourne (neuvième circonscription) M. Robert Boulin n'a pour ombrage que l'hostilité suscitée par les paramètres qu'il a fait installer dans sa ville. Déjà titulaire du record de longévité ministérielle sous la Ve République, il est assuré de retrouver son siège au Palais-Bourbon. Il s'est simplement séparé de son suppléant, M. Bertrand des Garets, qui est parti pour la Dordogne afin d'y venger M. Yves Guéna.

La gauche

1968, qui sera toutefois concurrencé par un candidat du P.S.U. M. Otogali.

Une Dordogne sans aucun député de gauche, voilà une situation insolite pour un département qui est longtemps apparu comme un bastion de la gauche non communiste, héritière de la tradition radicale. Si M. Guéna a des bases solides à Périgueux, la situation de M. Pierre Beylot à Nontron (troisième circ.) et de M. Yves Guéna (U.D.R.), nommé ministre des postes et télécommunications. M. Guichard avait refusé de donner sa démission de député lorsque M. Guéna avait quitté le gouvernement de M. Couve de Murville le 20 juin 1968. La loi lui interdisant de se représenter dans cette circonscription il a obtenu, à la grande fureur de l'ancien ministre, l'investiture des républicains indépendants dans la circonscription voisine. Sont également sur les rangs MM. Louis Haltzeyer (Alliance républicaine indépendante et libérale), Jean-Pierre Jousset (réformateur), gendre de M. Alain Poher, président du Sénat, et Jean Royère (indépendant), président du Comité interprofessionnel des vins du Bergeracois. Cet épavillement devrait profiter à M. Louis Limont, maire socialiste de Bergerac et député de la circonscription de 1962 à

La préparation des élections législatives

ment réformateur, mais il se heurte désormais à la rivalité des radicaux de gauche emmenés par le dynamique sénateur du département, M. Henri Caillavet, vice-président du Mouvement des radicaux de gauche. L'Union de la gauche socialiste et démocratique Désiray, également, les réformateurs ont des ambitions, car ils peuvent bénéficier de la primaire qui, pour des raisons mystérieuses, oppose M. Bernard Marie, député U.D.R. sortant, à M. d'Elissagaray, républicain indépendant. M. Didier Borotra, maire d'Arbonne et neveu de Jean Borotra, avait déjà, sans succès, tenté sa chance sous les couleurs centristes en 1968.

Au Pays basque

La situation de M. Schloesing se retrouve dans une certaine mesure dans les Pyrénées-Atlantiques où M. Guy Ebrard, conseiller général, maire d'Oloron, ancien député, a longtemps hésité entre les deux branches de la famille radicale pour opter finalement en faveur du Mouvement réformateur. Candidate dans la deuxième circonscription (Oloron), il retrouve M. Maurice Plantier, maire d'Arratx, qui, en 1968, lui a enlevé le siège au profit de l'U.D.R., après s'être présenté sans succès lors des précédents scrutins à Pau. La rivalité entre les deux hommes — tous deux médecins — est d'une rare vigueur, mais l'option réformatrice de M. Ebrard le coupe de l'électorat communiste qui aurait pu lui apporter un appui décisif.

Dans les autres circonscriptions du Pays basque, la proximité des prochaines élections sénatoriales se fait déjà sentir. C'est ainsi que, dans la troisième circonscription (Mauléon), M. Michel Inchauspé, ancien secrétaire d'Etat, brouillé avec son ancien suppléant, le député U.D.R. sortant Franz Duboscq, qui ne lui avait pas rendu son siège, a dû trouver un nouveau suppléant. M. Duboscq, maire d'Aroué, qui, de toute manière, ne peut pas se représenter, paraît soucieux de ne pas trop s'engager.

Une campagne désincarnée

Dans les Landes le poids réformateur, perceptible au Pays basque, disparaît à nouveau pour laisser face à la majorité et les socialistes. Là encore la main de M. Chaban-Delmas se fait directement sentir. C'est grâce à lui que M. Bourges-Maunoury, ancien président du conseil, ancien député radical de la Haute-Garonne, bénéficie du soutien de la majorité dans la deuxième circonscription (Dax). Il est vrai que, lors de la fameuse élection partielle de 1970, M. Maurice Bourges-Maunoury a été appelé à voter pour M. Chaban-Delmas et contre M. Servan-Schreiber. Le « parachutage » de l'ancien président du conseil apparaît d'autant plus hasardeux qu'il ne concerne pas une « étoile montante » de la politique française et que le député sortant est le prototype du notable local. M. Henri Lavieille, socialiste, conseiller général et maire de Saint-Paul-lès-Dax, a en effet fondé avec une grande habileté sa carrière sur deux éléments : son passé de seconde ligne dans l'équipe de rugby locale et l'art avec lequel il raconte à la fin des banquets des histoires en patois.

Dans la première circonscription (Mont-de-Marsan), M. Charles Lamarque-Cando, député socialiste jusqu'en 1968, ne se représente pas, officiellement du moins. Le P.S. a investi M. Roger Duroure, qui livrera une lutte difficile au député sortant, M. André Mirkin, U.D.R. M. Lamarque-Cando serait certainement en mesure, quant à lui, de récupérer sa circonscription.

Dans la troisième circonscription (Tartas), dont le député sortant, M. Jean-Marie Commenay (C.D.P.), se représente, son principal challenger, M. Alain Dutoya, vice-président du conseil général, semble hésiter encore entre les deux branches de la famille radicale, bien qu'il soit officiellement investi par les réformateurs.

LES ÉLUS DE LA RÉGION DE 1958 A 1972

	DORDOGNE	GIRONDE	LANDES	LOT-ET-GARONNE	PYRÉNEES-ATLANTIQUES	AQUITAINE Total :
Gaullistes	58	62	67	68	58	62
Modérés	2	1	1	4	8	5
Centristes	—	—	—	—	1	2
Radicaux	—	—	—	—	2 (a)	2
Centre gauche	2	1	1	—	1	1
Socialistes	—	2	2	5	3	9
Communistes	—	—	—	—	—	4
	58	62	6			